



LE DEVOIR

1^{er} débat: avantage Duceppe

Martin n'a pas trébuché, sans pour autant réussir à s'imposer

PERSPECTIVES

Toujours vivant

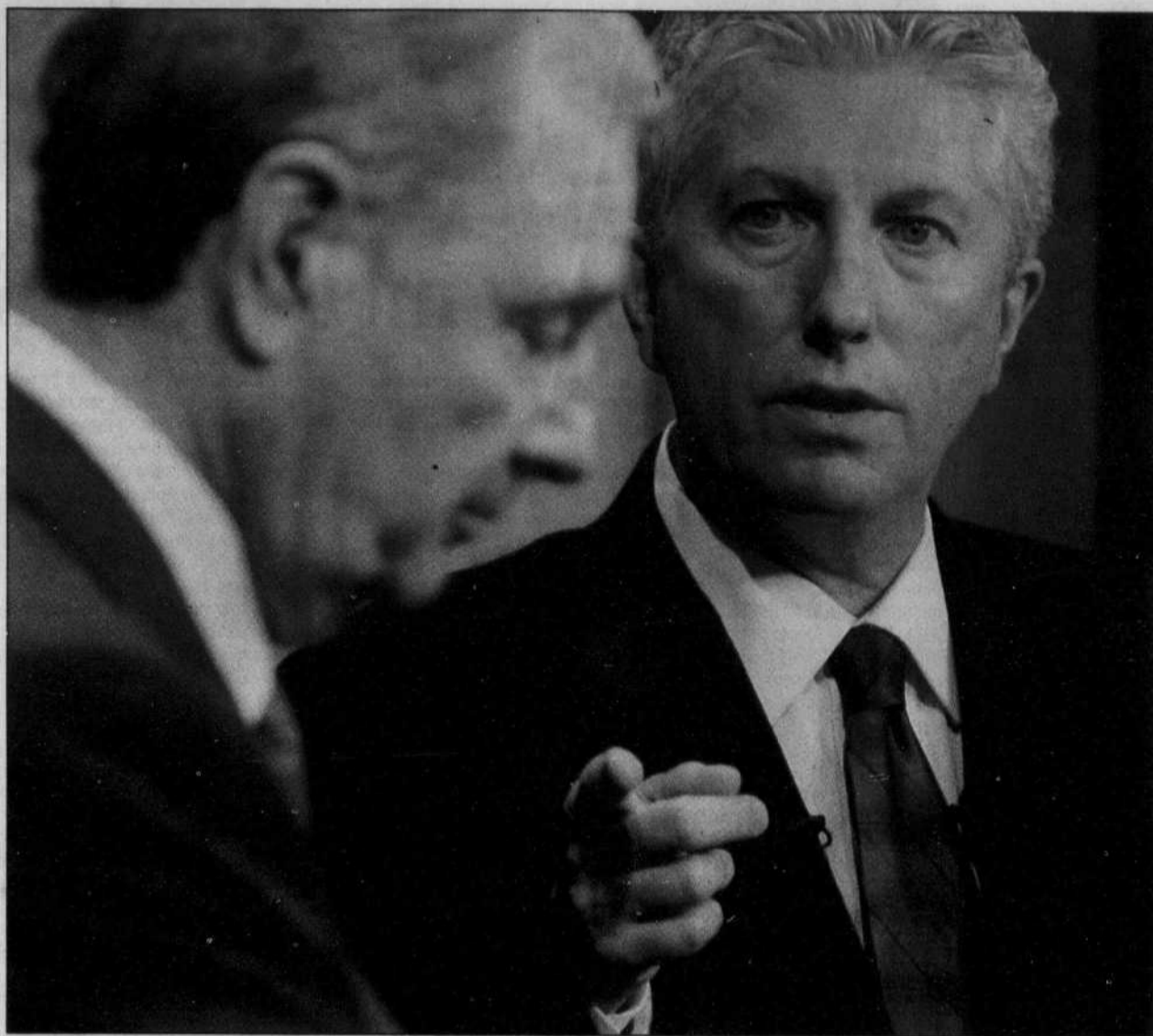
Tout ce que les *spin doctors* de Paul Martin disaient souhaiter, à la veille du débat télévisé en français, était qu'il en sorte vivant. Sur ce point, ils peuvent être rassurés: son absence de quatre jours semble avoir permis au premier ministre de récupérer suffisamment d'énergie



Michel David

pour terminer la campagne. Gilles Duceppe et lui ont échangé coup pour coup durant toute la soirée. Les deux autres chefs ont surtout fait office de faire-valoir. S'il faut désigner un vainqueur, le chef du Bloc a eu l'avantage aux points, mais il n'a pas envoyé son adversaire au plancher. Ses attaques sur le scandale des commandites ou la Canadian Steamship Lines étaient un peu trop prévisibles. Comme les répliques du premier ministre. On avait l'impression de revoir le même film pour la douzième fois.

Il fallait cependant beaucoup plus qu'un match nul à M. Martin pour espérer renverser le cours de la campagne.



JIM YOUNG REUTERS

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, pointe un doigt accusateur vers le premier ministre Paul Martin au cours du premier débat télévisé de la campagne électorale qui s'est déroulé en français, hier soir, à Ottawa.

MANON CORNELLIER
ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Le chef libéral Paul Martin devait frapper un grand coup hier pour redonner un souffle à sa campagne. Il est plutôt sorti du débat des chefs en français écorché par les coups solides et ré-pétés du chef bloquiste Gilles Duceppe.

Aucun leader n'est toutefois sorti de cette rencontre sans quelques égratignures. Tous ont été un peu malmenés à un moment ou à un autre, bien que le chef néo-démocrate Jack Layton ait été un peu plus épargné. Ses adversaires avaient visiblement d'autres cibles. Le chef conservateur Stephen Harper et M. Duceppe ont été pris à partie à plusieurs reprises, le premier pour le financement de son programme et ses politiques sociales, l'autre pour son incapacité à former un gouvernement et d'*'isoler'* dans lequel il veut maintenir les Québécois.

L'intégrité et l'éthique devaient occuper seulement le premier segment du débat, mais ces thèmes ont fini par surgir à chaque détour, les chefs soulignant les promesses libérales non tenues, celles irréalistes de leurs autres adversaires. Le scandale des commandites a d'ailleurs donné lieu à un des échanges les plus musclés de la soirée, M. Duceppe demandant à M. Martin de répondre aux questions laissées sans réponse par le déclenchement des élections.

Qui a pu assurer une direction politique? Quels ministres savaient? Où est le rapport sur les contributions au Parti libéral? Lancées en rafale par le chef bloquiste, ces questions sont restées sans réponse, M. Martin a préféré détourner le sujet pour parler de sécurité nationale.

M. Martin estime être parvenu à parler directement aux Québécois et aux francophones hors-Québec

VOIR PAGE A 8: DÉBAT

■ Lire autres textes sur le débat des chefs en page A 3

VOIR PAGE A 8: VIVANT

Mulcair rouvre la porte aux exportations d'eau en vrac

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

Le ministre québécois de l'Environnement, Thomas Mulcair, a remis en question hier un des piliers de la Politique nationale de l'eau en rouvrant la porte aux exportations d'eau en vrac pour créer des emplois en régions, une porte fermée par Québec par une loi après un débat public de cinq ans et une commission d'enquête.

Invité hier matin comme conférencier par le Centre international Unisféra de Montréal, le ministre s'est dit prêt à rouvrir le débat sur cette question malgré l'engagement électoral de sa formation politique de respecter intégralement la Politique nationale de l'eau. Le ministre québécois de l'Environnement était invité à dresser son bilan de la gestion des politiques environnementales sous le régime de l'ALÉNA.

VOIR PAGE A 8: MULCAIR

INDEX

7	7/8313 00065 8	Annonces..... B 5	Idées..... A 7
		Avis publics.. B 4	Météo..... B 4
		Culture..... B 8	Monde..... A 5
		Décès..... B 5	Mots croisés.. B 5
		Économie..... B 1	Sports..... B 6
		Éditorial..... A 6	Télévision..... B 8

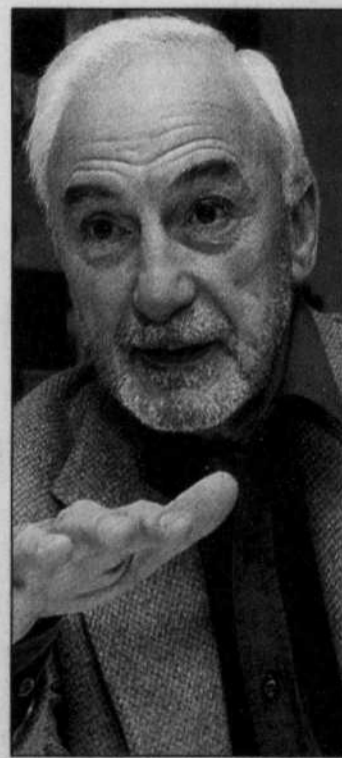
Yvon Deschamps engagé contre la défusion de son Westmount

ANTOINE ROBITAILLE

«**U**n Westmount indépendant dans un Montréal fort, c'est peut-être ça qu'ils veulent au fond!» Après la boutade, Yvon Deschamps éclate de son rire bien connu, à l'autre bout de la ligne. Et on s'esclaffe avec lui. Même si la raison pour laquelle *Le Devoir* a téléphoné au célèbre humoriste n'a rien de bien drôle: la défusion de Westmount, arrondissement qu'il habite depuis 26 ans. Plus précisément: les deux affiches contre le «démembrement», l'une en anglais, l'autre en français, que M. Deschamps et son épouse, la chanteuse Judy Richards, avaient fait installer sur leur terrain et qui ont été sitôt arrachées par des vandales. «*Celle en anglais, on l'a retrouvée déchirée un peu plus loin dans la rue, mais celle en français, elle a totalement disparu!*», dit-il en riant encore et toujours. Les «pancartes» prônant «l'unité», ils les ont fait remplacer hier, en prenant soin de mettre hors de portée celle en français en la hissant sur le balcon, à l'étage. L'autre, dans la langue de Shakespeare, a été placée bien en évidence, au sol... «*parce qu'à Westmount, si on met juste une pancarte en français, il y a bien du monde qui ne comprendra pas!*», blague-t-il encore.

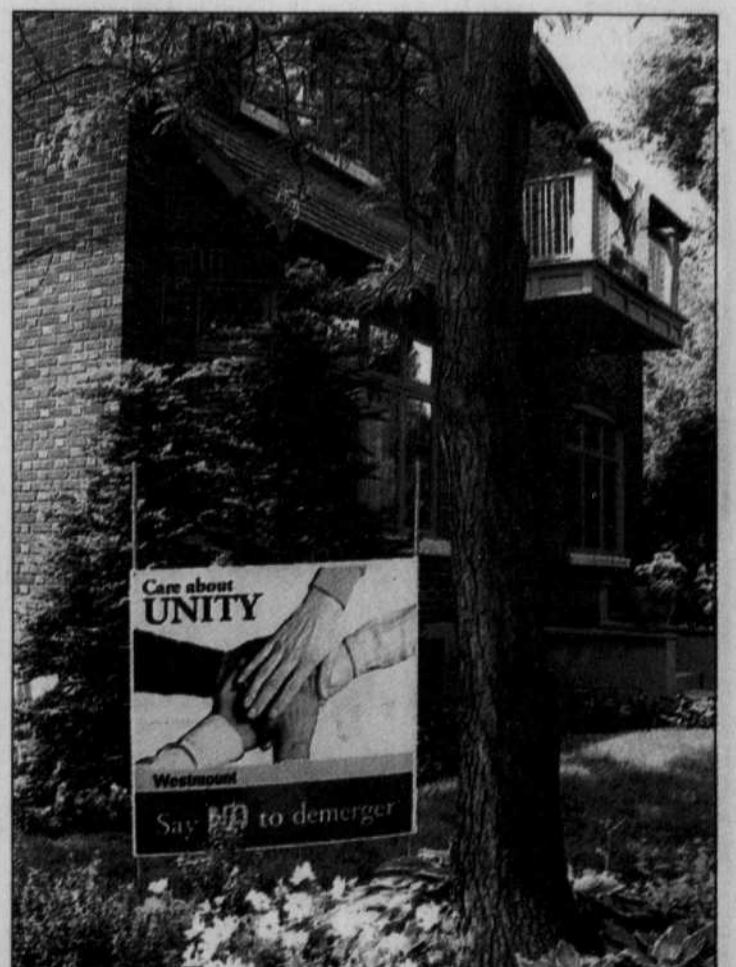
Être «le seul de sa gang», au royaume du ruban bleu — symbole défusionniste — et de Peter Trent,

VOIR PAGE A 8: DESCHAMPS



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Deux affiches contre le «démembrement» ornent de nouveau la propriété d'Yvon Deschamps et de Judy Richards à Westmount. Des vandales avaient arraché les premières. Défuser Westmount, «ça n'a pas de bon sens», clame l'humoriste.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

www.nativelynx.qc.ca

PRÉSENCE AUTOCHTONE

à Montréal

du 10 au 21 juin 2004

TERRES EN VUES
LAND INSIGHTS

Propositions indigènes sur l'art
œuvres sur papier et sculptures

Exposition du 4 au 26 juin 2004

A la Guilde canadienne
des métiers d'art

1460, Sherbrooke Ouest, Montréal, Québec H3G 1R7

niwaskwa

POLITIQUE

Un débat qui ne passera pas à l'histoire

La performance des chefs ne devrait pas influencer significativement le vote

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Le débat des chefs d'hier soir ne passera pas à l'histoire. Les experts s'entendent pour dire que la performance des chefs ne devrait pas influencer significativement les intentions de vote.

«Gilles Duceppe a livré un bon débat. Je lui confère un léger avantage sur Paul Martin. Mais le chef bloquiste avait déjà fait le plein de son vote au Québec», analyse le professeur Robert Bernier, qui enseigne le marketing social à l'École nationale d'administration publique.

«C'était loin d'être spectaculaire. Les chefs ont été à la hauteur de leurs scores respectifs dans les sondages», a réagi à chaud le sénateur conservateur Jean-Claude Rivest, qui s'abstient toutefois de s'avancer à établir un palmarès. Si Paul Martin a confirmé sa stature de premier ministre, ce ne sera pas suffisant pour ramener une partie des électeurs dans son camp, selon M. Rivest. Il ajoute que Paul Martin a échoué à établir une correspondance entre le vrai Stephen Harper et celui dépeint dans les publicités libérales.

Interrogé à la mi-temps, le président de communication BCP John Parisella s'ennuyait ferme. L'ancien chef de cabinet de Robert Bourassa qui a négocié cinq dé-

bats considère que la formule des duos, avec ses échanges trop courts, ne permettait à personne de se démarquer. «Le seul moment où il y a eu un peu de passion, c'est sur la caisse de l'assurance-emploi, quand Duceppe a poussé Martin à répondre», note M. Parisella, soulignant que le bloquiste avait le beau jeu puisqu'il faisait figure «d'anabste» devant les chefs des trois autres formations qui présentent des programmes nationaux.

«C'est une formule où les chefs s'effacent. Cela ne permet pas de knock-out. La population reste sur son appétit», affirmait-il au terme de l'exercice, reconnaissant toutefois que les échanges s'étaient un peu relevés dans la deuxième mi-temps.

Le président du Conseil de la souveraineté, Gérald Larose, pense quant à lui que la performance du chef bloquiste vient «sédimentier les acquis» de sa formation. La «bouille sympathique» de Jack Layton pourrait aussi, selon M. Larose, lui valoir les votes de quelques libéraux progressistes.

Duceppe maîtrise ses dossiers

Un son de cloche unanime des observateurs: Gilles Duceppe maîtrise très bien ses dossiers. «Il semble le mieux préparé des quatre. Il n'a pas la pres-

sion des autres, et cela paraît», affirme John Parisella, qui concluait néanmoins à un «match nul».

Tout en qualifiant les attaques du chef bloquiste sur l'assurance-emploi et le scandale des commandites de «prévisibles», le sénateur Rivest s'est lui aussi dit «impressionné» par son niveau de connaissance des dossiers. Le fait qu'il soit le seul chef à mener campagne exclusivement au Québec a transpiré dans ses interventions en phase avec les préoccupations des gens des régions, selon Robert Bernier, qui souligne par ailleurs que le bloquiste a aussi marqué des points contre Paul Martin sur les paradis fiscaux.

Gérald Larose a quant à lui estimé que les attaques de Gilles Duceppe étaient «efficaces», réussissant à quelques reprises à river le clou de Paul Martin. «Il faut dire qu'il avait de bonnes munitions: la loi C-28 sur les paradis fiscaux, l'assurance-emploi, les commandites, les 250 millions donnés aux compagnies pétrolières.»

Deuxième rang

Les opinions divergent sur le deuxième rang. Gérald Larose donne la médaille d'argent à Stephen Harper, qui est, selon lui, demeuré crédible. «Il n'avait pas grand-chose au Québec, il n'a rien perdu»,

affirme M. Larose. Tout en reconnaissant qu'il a livré une bonne performance sur le bilan économique de son gouvernement, l'ancien syndicaliste donne la dernière place à Paul Martin, derrière Jack Layton.

Cette opinion diverge de celle du professeur Bernier. «Martin a livré une bonne performance. Peut-être que cela va stopper un peu l'hémorragie et renforcer l'identité partisane suffisamment pour lui amener des travailleurs d'élection. Mais cela ne sera pas suffisant pour faire bouger l'électorat», croit-il. Le spécialiste de marketing social hésite entre Stephen Harper et Jack Layton pour la queue du peloton. «Harper a été beaucoup moins performant que je l'aurais cru. Il a une bonne présence télévisuelle, mais aucun contenu.» De son côté, Jack Layton n'arrive pas à percer l'écran.

John Parisella est lui aussi sévère à l'égard du chef néo-démocrate: «Il n'a "score" à aucun des échanges.» L'ancien conseiller politique pense que Paul Martin a quant à lui livré une meilleure performance dans la deuxième partie du débat, réussissant à passer par-dessus la nervosité du début. «Mais il n'a pas fait de gain dans l'électorat» pour autant.

Le Devoir

Les conservateurs québécois se serrent les coudes

KATHLEEN LÉVESQUE

Plus de 300 conservateurs du Québec se sont serrés les coudes hier soir. Attablés à une brasserie du centre-ville de Montréal, des militants, des organisateurs et des candidats ont écouté attentivement le débat. Et ils n'ont pas caché leur espoir que la performance de leur chef Stephen Harper donne un élan à leur parti à travers la province.

Mais s'ils étaient tous enthousiastes, rares sont ceux qui ont versé dans la partisanerie aveugle dans leurs commentaires. Plusieurs d'entre eux se sont montrés critiques envers leur chef et ont reconnu la pertinence des attaques de Gilles Duceppe du Bloc québécois contre le premier ministre Paul Martin. À quelques reprises, le chef bloquiste a même été applaudi.

«Le Bloc, c'est la solution facile. Au Québec, on a tendance à se recroqueviller sur nous-mêmes», s'est désolé le coprésident de la campagne au Québec, Claude Thibault. Ce dernier a toutefois reconnu que M. Harper, quant à lui, était «un peu timide». «Il n'est pas du genre pitbull, c'est vrai. Mais il projette une image de sérénité. Si les trois autres étaient comme lui, ce serait un débat plus relevé. Mais un débat, c'est plus un contenant qu'un contenu», a fait valoir M. Thibault.

«Il n'est pas le monstre que nous ont décrit les libéraux. Il est calme et cela démontre qu'il connaît ses dossiers», a ajouté Bernard Côté du comité organisateur pour le Québec. Jean Fortier, candidat conservateur dans Ahuntsic et ancien président du comité exécutif de la Ville de Montréal, a renchéri: «M. Harper a tout de l'homme d'État. Regardez-le, il ressemble à Kennedy.»

Mais n'avait-il pas le regard fuyant? «Il est concentré», a lancé une militante. Et ses répliques, n'étaient-elles pas lentes à venir? «Il se réchauffe. Il prend de l'assurance», a soutenu un voisin.

Mais au-delà de ces quelques commentaires, M. Harper n'a pas été jugé le grand gagnant de ce premier débat des chefs. Mais qu'importe, dorénavant il ne sera plus un inconnu au Québec, ont fait remarquer plusieurs militants interviewés.

Micro-débats

Quant aux dossiers abordés en cours de débat, ils ont suscité souvent des micro-débats d'une table à l'autre. C'a été le cas entre autres sur le droit à l'avortement. «L'avortement, ce n'est pas dans la plate-forme. Et de toute façon, il y aurait une opposition civique au Québec», croit Audrey Castonguay, ancienne présidente de l'aile jeunesse du Parti progressiste conservateur. Ses collègues Andrée-Anne Lambert et Sébastien Héroux ont opiné. Tous trois ont milité en 2001 et 2002 pour



Audrey Castonguay, Sébastien Héroux et Andrée-Anne Lambert écoutent attentivement les propos du chef conservateur, Stephen Harper.

l'union de la droite ce qui a finalement abouti à la création du Parti conservateur du Canada.

Pendant que l'écran géant et les multiples téléviseurs projetaient le débat des quatre chefs qui se poursuivait, les trois amis ont discuté de la participation à la guerre en Irak si le Canada avait été gouverné par les conservateurs. Le désaccord avec le chef Harper était clair. «J'ai participé à une manifestation contre la guerre», a expliqué M. Héroux. «J'ai manifesté trois fois contre la guerre mais je demeure conservatrice. Il vaut mieux être membre d'un parti pour changer les choses de l'intérieur», a relancé Andrée-Anne Lambert. «Dans un parti, on n'est pas obligé d'adhérer à 100 % à tout le programme», a tranché Mme Castonguay.

Puis Stephen Harper a eu une réplique assassine à

l'endroit de Gilles Duceppe sur le déséquilibre fiscal qui a suscité des applaudissements. «En demandant à Duceppe quand il va régler le déséquilibre, M. Harper vient de démontrer l'incapacité du Bloc à faire quoi que ce soit», s'est réjoui Claude Thibault.

Et M. Thibault n'était pas le seul conservateur à avoir hier soir des mots très durs envers le Bloc. «C'est une opposition permanente qui mène à un cul-de-sac», a dit l'un. «Il faut garder le Québec au pouvoir», a soutenu l'autre. «Maudite rengaine bloquiste», s'est borné à lancer un autre militant. «Mais il n'est pas question de laisser le Bloc québécois seul profiter de la rupture du lien de confiance avec le gouvernement libéral», a conclu l'organisateur Bernard Côté.

Le Devoir

Au secours des athlètes canadiens

Le ministre Fournier réclame l'aide de son homologue fédérale pour convaincre le COC de réviser ses critères de sélection

ROBERT DUTRISAC

Québec — Le ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir, Jean-Marc Fournier, presse la ministre du Patrimoine, Hélène Chalifour Scherrer, de sortir de sa léthargie et d'intercéder auprès du Comité olympique canadien (COC) pour permettre à davantage d'athlètes québécois et canadiens de participer aux Jeux olympiques d'Athènes.

Dans une lettre qu'il a envoyée à la ministre fédérale la semaine dernière, M. Fournier lui rappelle que «notre responsabilité à l'égard de ce dossier est collective et urgente», en lui demandant son appui pour les démarches qu'il a entreprises auprès du COC. «Cet appui pourrait prendre la forme d'une intervention directe et publique auprès du COC», écrit le ministre. Le temps presse, puisque la sélection olympique des athlètes canadiens se termine le 16 juillet.

Pour choisir les athlètes qui se rendront aux Olym-

piques, le COC applique des critères plus sévères que les standards internationaux. Résultat: 13 athlètes, dont huit Québécois, sont exclus des Jeux par le COC. Moins bien classés à l'échelle internationale, des athlètes d'autres pays prendront leur place.

Le 2 juin dernier, M. Fournier avait réuni, à Montréal, le milieu du sport amateur pour influencer sur le COC. Quelques jours plus tôt à Québec, les ministres du Sport provinciaux et fédéral avaient demandé au COC, qui a la main haute sur la sélection des athlètes canadiens aux Jeux olympiques, d'assouplir ses règles.

De son côté, Hélène Chalifour Scherrer s'en lave les mains. Son directeur des communications, Marc Roy, a révélé que la ministre avait délégué toutes ses responsabilités à l'endroit de Sport Canada, une direction générale de Patrimoine Canada, au ministre d'État au Sport amateur, Stan Keyes. «La lettre de M. Fournier sera transmise à M. Keyes», a indiqué M. Roy.

Pourtant, quand il est question d'annoncer l'octroi d'une subvention au sport amateur, Mme Scherrer ne donne pas sa place. Le 14 mai dernier, la ministre était fière d'annoncer en conférence de presse à Québec une subvention de 20 millions au «système sportif canadien» pendant que son collègue Stan Keyes faisait de même à Toronto. En janvier, Mme Scherrer avait pris position dans le cas de l'athlète Karine Sergerie, la vice-championne du monde de taekwondo exclue des Jeux. La ministre avait affirmé à Radio-Canada que l'athlète avait été traitée équitablement par sa fédération et qu'elle ne voyait pas la nécessité d'intervenir.

À Patrimoine Canada, on indique que le ministre n'intervient pas dans la sélection des athlètes. «On ne s'ingère pas dans les organismes», a dit la porte-parole Anne-Sophie Lawless.

Le Devoir

Assurance médicaments: la prime sera haussée de 7,4 %

ROBERT DUTRISAC

Québec — À compter du 1^{er} juillet prochain, la prime annuelle du régime public d'assurance médicaments passera de 460 \$ à 494 \$, une hausse de 7,4 %.

Conformément aux modifications apportées à la loi et adoptées en 2002, qui l'obligent à ajuster la prime en fonction des coûts du régime, la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) a annoncé hier cette augmentation touchant les «adhérents» au régime qui

paient leur prime en totalité, soit environ 1,3 million d'adultes, et les personnes âgées ne recevant pas de supplément de revenu garanti, soit quelque 500 000 personnes.

Les franchises et la coassurance que doivent assumer ces assurés sont majorées: la franchise mensuelle passe de 9,60 \$ à 10,25 \$ et la coassurance, de 28 % à 28,5 %. La contribution mensuelle maximale est haussée de 1,50 \$ pour atteindre 71,42 \$.

La RAMQ anticipe une hausse du coût du régime de 9,6 % pour la par-

tie payée par les adhérents, a précisé Guy Simard, le directeur de l'actuariat et de l'analyse de l'organisme. La différence entre ce pourcentage et l'augmentation de 7,4 % s'explique par la croissance des revenus en provenance des adhérents qui paient une plus grande partie de leur prime. Les salariés qui gagnent entre 12 000 \$ et 18 600 \$ paient une partie de leur prime seulement en proportion de leur salaire.

Les tiers des personnes couvertes par le régime ne sont pas visées par les hausses. Les assistés sociaux qui

ont des contraintes sévères à l'emploi (136 000 adultes) et les enfants (604 000 personnes) bénéficient toujours de la gratuité. Pour les assistés sociaux aptes au travail (266 000 adultes) et les personnes âgées qui reçoivent au moins 94 % du montant maximal du supplément de revenu garanti (73 000 personnes), la franchise mensuelle de 8,33 \$ et la coassurance de 25 % actuelles continuent à s'appliquer, sujettes à une limite de 16,66 \$ par mois.

Le Devoir

Le Bloc délaissé Le Québécois

KATHLEEN LÉVESQUE

Le Bloc québécois poursuit sa stratégie de prudence et de discrétion. Pour son édition de juin/juillet, le journal *Le Québécois* n'a pas bénéficié comme à l'accoutumée de l'appui financier du Bloc québécois, afin de «ne pas créer de houle en pleines élections fédérales», comme l'affirme le rédacteur en chef Patrick Bourgeois.

Le *Québécois* est habitué aux polémiques. Cette publication de la Société nationale des Québécois de la Capitale publie souvent des textes qui ont tout du coup de gueule. En mars dernier, un texte du cinéaste indépendantiste Pierre Falardeau se réjouissant du décès de l'ancien directeur du *Devoir* et ex-chef du Parti libéral du Québec, Claude Ryan, avait soulevé un tollé. Comme bailleur de fonds, le Bloc québécois avait tenté de prendre ses distances.

Pour la présente campagne électorale, il était hors de question «de prêter le flanc». «On a joué prudemment. Je ne voulais pas faire déraiper la campagne, a souligné Patrick Bourgeois. [...] Ils n'ont aucun droit de regard, mais notre ligne éditoriale s'apparente à celles du Bloc et du PQ.»

Au Bloc québécois, on précisait hier que le parti n'avait pas pris ses distances du journal, mais ne voyait pas l'intérêt de prêcher à des convaincus. «Au niveau stratégique, ce n'était pas une priorité d'acheter de la publicité. C'est comme une paroisse qui annoncerait sa messe dans son feuillet paroissial», a fait valoir Chantal Bouchard de l'équipe des communications du Bloc.

Nouveau numéro

Dans le numéro qui paraît aujourd'hui, *Le Québécois* publie la première chronique de son nouveau collaborateur, Jacques Parizeau. Ce dernier ne commente pas l'actualité. Sa participation relève davantage de la pédagogie; il présentera les différentes facettes d'un Québec souverain.

Pierre Falardeau signe également un texte dans lequel il écorche tous ceux qui ne pensent pas comme lui. Il vilipende les libéraux dont le parti est devenu régional, «le parti de l'Ontario, le parti des loyalistes québécois, le parti des unionistes du West Island. Un parti ethnique. Une succursale de Power Corporation», écrit M. Falardeau.

Ce dernier s'en prend également à Yvon Deschamps (voir autre texte en page une), à Amir Khadir qui a tourné le dos au Bloc québécois et appuie le candidat du NPD dans Outremont et surtout à Françoise David qui a lancé un mouvement politique. Pierre Falardeau ridiculise ce projet politique qui a des allures, selon lui, d'une «liste d'épicerie de groupes communautaires, plus près d'un catalogue de bons sentiments style "Mère Teresa" que d'un programme politique de gauche». Toujours tranchant, M. Falardeau considère qu'en ne s'affichant pas souverainiste, Françoise David tourne en rond. «Ça sent le fédéralisme renouvelé, asymétrique, coopératif ou rentable à plein nez. Comme du Claude Ryan de gauche», écrit-il.

Le Devoir

EN BREF

Harper apparaît

Le Parti conservateur du Canada vient d'entreprendre une nouvelle offensive québécoise sur le plan de l'affichage mettant à l'avant-scène le chef Stephen Harper. Les Québécois l'ont vu au débat des chefs hier soir et les conservateurs tablent sur cet événement pour augmenter la notoriété de M. Harper. Plus de 200 grands panneaux ont fait leur apparition le long des autoroutes, principalement dans les régions de Montréal et de Québec, présentant toujours le même slogan («C'est assez»). Avec leur montée dans les sondages, les conservateurs croient pouvoir faire une percée au Québec dans au moins cinq ou six circonscriptions. — *Le Devoir*



Johanne JANSON

Comme un souffle de vie

Biologie humaine — 3^e secondaire

Un classique de l'enseignement.

LIDEC inc.
(514) 843-5991

En vente dans toutes les librairies

LE MONDE

Dieu continuera à fréquenter l'école aux États-Unis

La Cour suprême évite de se prononcer sur le fond et maintient le serment d'allégeance

PATRICK ANIDJAR

Washington — La Cour suprême des États-Unis a confirmé hier la constitutionnalité du serment d'allégeance prononcé chaque jour par des millions d'écoliers américains en rejetant la requête d'un père de famille qui cherchait à en supprimer toute référence religieuse.

La fille du Californien Mickael Newdow, 50 ans, un libre penseur, pourra donc déroger à l'avis de son père, qui se dit athée, et continuer à l'instar de ses camarades de classe de prononcer tous les matins «*Une nation sous Dieu*» («*One Nation under God*»).

Mais la raison invoquée par la majorité des juges (huit et une abstention) n'a pas porté sur le fond et sur le débat relatif à la séparation de l'Église et de l'État. Les magistrats ont en effet estimé que M. Newdow, qui vit séparé de sa femme, n'avait pas autorité pour engager des poursuites judiciaires contre cette dernière sur un terrain touchant les principes religieux et éducatifs. M. Newdow n'avait pas la garde légale de l'enfant au moment où il a engagé la procédure, en 2002.

«*Michael Newdow n'a pas de fondement juridique pour porter sa plainte devant un tribunal fédéral*», a jugé la Cour suprême en cassant un jugement d'une Cour d'appel. Car, a poursuivi le juge John Paul Stevens au nom de la majorité, «*il y a une grande différence entre les droits de M. Newdow à communiquer avec son enfant, et le droit qu'il réclame de protéger sa fille des influences auxquelles elle est exposée à l'école*».

Lors d'une audience fin mars, M. Newdow avait expliqué aux neuf juges de la Cour suprême pourquoi il demandait que soient retirés les deux mots *under God* (sous Dieu) de la phrase controversée du serment d'allégeance. Il s'agissait, selon lui, de respecter le premier amendement de la

Constitution des États-Unis, qui établit la séparation de l'Église et de l'État.

La mère de l'écolière, Sandra Banning, 44 ans, qui n'a jamais été mariée à M. Newdow, appartient à un courant de «*chrétiens régénérés*» (*born again christians*) au sein du mouvement très conservateur et prosélyte des évangélistes. Tout au long de la procédure, Mme Banning avait fait savoir qu'elle souhaitait que sa fille continue de réciter le serment d'allégeance.

Le président de la Cour suprême, William Rehnquist, tout en confirmant qu'il était d'accord avec l'opinion de la majorité, a tenu à mettre en relief sa conviction selon laquelle le contenu du serment d'allégeance était en harmonie avec la Constitution des États-Unis.

La main sur le cœur, au pied de la bannière étoilée, des millions d'écoliers des écoles primaires récitent chaque matin le serment: «*Je prête allégeance au drapeau des États-Unis d'Amérique et à la République qu'il représente, une Nation sous Dieu, indivisible, avec la liberté et la justice pour tous*».

Cette tradition, qui remonte aux années de la guerre froide, est chargée d'émotion dans un pays qui fut terre d'accueil historique pour les exilés européens fuyant les persécutions religieuses, et où une grande majorité des Américains proclament publiquement leur foi, face à une minorité agnostique ou athée.

En 1954, sous la présidence de Dwight Eisenhower, la mention *under God* avait été rajoutée par le Congrès, qui souhaitait marquer son opposition aux communistes américains athées. Une première version de ce serment a été écrite en 1892 par un prêtre baptiste pour célébrer dans les écoles le 400^e anniversaire de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb.

Agence France-Presse

Sharon échappe à la censure

CHARLY WEGMAN

Jérusalem — Le premier ministre israélien Ariel Sharon, bien que ne disposant plus de majorité au Parlement, a échappé hier à trois motions de censure tandis que deux Palestiniens ont été tués lors d'un raid israélien en Cisjordanie.

Une motion de censure présentée par l'Union nationale, une formation d'extrême droite dont M. Sharon a limogé le 6 juin les deux ministres pour leur opposition à son plan de retrait de la bande de Gaza, a été repoussée par 37 voix contre 22, tandis que 31 députés se sont abstenus. L'Union nationale n'est pas parvenue à rallier une majorité de 61 députés (sur 120) nécessaire pour renverser le gouvernement, lequel a profité de l'abstention des travaillistes qui ne veulent pas compromettre le plan de retrait.

Les deux autres motions de censure repoussées portaient sur la politique budgétaire et sociale de M. Sharon.

Ce dernier ne peut plus compter aujourd'hui que sur le soutien de 59 députés après la récente démission d'un ministre et d'un vice-ministre du Parti national religieux (PNR), porte-voix des colons. Il est en outre en butte à la foudre de 15 des 40 élus de son

parti, le Likoud, qui contestent la version modifiée du plan.

En Cisjordanie, Khalil Marchoud, le chef dans le camp de réfugiés de Balata des Brigades des martyrs Al-Aqsa, un groupe armé lié au Fatah, a été tué ainsi que Awad Abou Zeid, un membre du Fatah du dirigeant palestinien Yasser Arafat, par une roquette tirée à partir d'un hélicoptère sur la voiture dans laquelle ils circulaient, selon la radio militaire israélienne. Trois Palestiniens ont été blessés. Ces décès ont porté à 4107 le nombre des personnes tuées depuis le début de l'Intifada fin septembre 2000, dont 3116 Palestiniens et 920 Israéliens.

L'armée israélienne a pris pour cible ces derniers mois les dirigeants locaux des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, responsables d'attaques anti-israéliennes.

Toujours en Cisjordanie, Israël a entamé des travaux visant à englober la colonie d'Ariel à l'intérieur de sa barrière de séparation, a indiqué à la radio son maire, Ron Nahman.

Par ailleurs, les services de sécurité israéliens ont annoncé avoir arrêté un Palestinien de Jérusalem-Est, activiste du mouvement islamiste Hamas, qui planifiait un attentat contre le bureau de M. Sharon à Jérusalem.

Agence France-Presse

Un Nobel de la paix à l'aide de la famille Kazemi

Téhéran — L'appareil judiciaire iranien, dominé par le clergé conservateur, a accepté que l'avocate Shirin Ebadi, lauréate du prix Nobel de la paix 2003, représente la famille de la photjournaliste canado-iranienne Zahra Kazemi, tuée l'an dernier, rapportait hier l'agence officielle Irna. Mme Kazemi, qui était âgée de 54 ans, a succombé à une hémorragie cérébrale en juillet après avoir eu le crâne fendu alors qu'elle était en détention. Reza Ahmadi, responsable du ministère du Renseignement, qui a

plaidé non coupable, est jugé pour meurtre «*semi-intentionnel*» dans cette affaire. «*L'appareil judiciaire a informé Shirin Ebadi en personne de la prochaine audience dans l'affaire Zahra Kazemi*», dit un communiqué cité par Irna. Reza Ahmadi, accusé d'avoir porté le coup fatal à Kazemi, a affirmé en octobre n'avoir joué aucun rôle dans la mort de la photjournaliste canadienne d'origine iranienne. Kazemi avait été arrêtée alors qu'elle prenait des photos devant la prison Evin de Téhéran. — Reuters

Le taux d'abstention a atteint 54,5 % aux élections européennes

Un sévère rappel à l'ordre aux dirigeants européens

Les partis de centre-droit restent tout de même la première force du nouveau Parlement

PAUL GEITNER

Bruxelles — Douchés par la pitoyable participation électorale et l'air du vote-sanction joué quasiment partout lors du premier scrutin européen à 25, les dirigeants politiques sont convenus hier de la nécessité de mieux «*vendre*» l'Union européenne à leurs concitoyens, en écartant toute idée d'impact des euroscopiques sur les résultats.

Au cours des quatre jours d'exercice démocratique sans précédent qui ont abouti dimanche à la désignation de 732 eurodéputés, les électeurs ont sanctionné leurs dirigeants dans pratiquement tous les pays. Certains, particulièrement en Grande-Bretagne, se sont tournés vers des partis hostiles à une plus grande intégration européenne, quand d'autres, très nombreux, ne se sont pas même souciés des urnes.

Le taux d'abstention global, en constante progression depuis 1979, a atteint un nouveau record (54,5 % contre 50,2 % en 1999) dans une Union comptant dix nouveaux membres depuis le 1^{er} mai. Désintéressé ou méconnaissant? La participation moyenne de 45,5 % est principalement due aux nouveaux venus de l'ancien bloc soviétique, où la mobilisation s'est élevée à 26,4 % contre 49 % pour les anciens pays membres.

Fait notable, des formations favorables à une limitation des pouvoirs de l'Union sont sorties renforcées des élections. En Grande-Bretagne notamment, le Parti de l'Indépendance a décroché 12 sièges, quatre fois plus qu'en 1999. Les euroscopiques ont aussi gagné des sièges ailleurs, mais les dirigeants politiques ont avancé qu'ils composaient toujours un groupe marginal dans l'assemblée.

Quoi qu'il en soit, les partis de centre-droit restent la première force du nouveau Parlement avec 276 sièges pour le Parti populaire européen-Démocrates européens (PPE-DE), le seul à avoir décroché des sièges dans tous les pays. Ce qui fait dire à leur leader, l'ancien premier ministre belge Wilfried Martens, que le prochain président de la Commission européenne devrait être un conservateur. Ce dernier doit être nommé lors du sommet de Bruxelles.

Au nombre des prétendants, figurent le premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker, et son homologue belge Guy Verhofstadt. Dans l'enceinte du Parlement, le Parti socialiste européen (PSE) pointe lui aussi toujours au deuxième rang, avec 201 sièges, suivi des Libéraux démocrates et réformateurs (66) et des Verts (42).

Dans nombre de pays, les électeurs se sont servis du scrutin pour donner un carton jaune à leurs gou-



OLIVER WELKEN REUTERS

Le chancelier allemand Gerhard Schröder et le président français Jacques Chirac se sont rencontrés hier à Aix-la-Chapelle, afin de s'entendre sur le choix d'un candidat commun à la présidence de la Commission européenne.

vernants. En Allemagne, ils ont ainsi protesté contre la hausse du chômage et les douloureuses réformes pour réduire les déficits budgétaires. Mais en dépit de la pire performance de l'après-guerre des sociaux-démocrates allemands (21 % contre 30 % en 1999), Gerhard Schröder a affirmé qu'il poursuivait ses réformes impopulaires «*parce que c'est objectivement nécessaire*».

La défaite a aussi été sévère en France pour l'UMP qui a annoncé la tenue prochaine d'états généraux: la formation chiraquienne a obtenu 16,5 % des voix, loin derrière le Parti socialiste (près de 29 %).

La faible performance des travaillistes en Grande-Bretagne (23 %, 19 sièges) a été elle largement attribuée à l'engagement de Tony Blair en Irak. Cette question a également joué en défaveur du parti Forza Italia du président du Conseil italien Silvio Berlusconi, qui a chuté de 25 % des voix en 1999 à 21 %. Il Cavalieri a malgré tout affiché sa volonté de poursuivre sa politique de réformes.

Quant au gouvernement espagnol récemment élu, il a remporté une courte victoire — qu'il a attribuée à la faible participation. A l'origine du retrait des troupes espagnoles d'Irak, les socialistes au pouvoir ont décroché 25 (43 %) des 54 sièges attribués à l'Espagne, contre 23 (41 %) pour les conservateurs du Parti populaire.

Associated Press

22 autres morts en Irak

La coalition conduite par les États-Unis dit s'attendre à une persistance de la violence jusqu'à la fin juillet

FATIMA EL-ISSAWI

Bagdad — Vingt-deux personnes ont été tuées hier dans de nouvelles violences en Irak, dont cinq agents de sécurité étrangers morts dans un attentat suicide à la voiture piégée à Bagdad, le deuxième en 24 heures.

La coalition conduite par les États-Unis et les autorités irakiennes auxquelles elle doit transférer le pouvoir le 30 juin ont dit s'attendre à une persistance de la violence jusqu'à cette date.

Selon des sources hospitalières, 11 Irakiens ont été tués et 56 blessés, dont un Nigérien et un Soudanais, dans l'attentat qui a visé un convoi de trois véhicules tout terrain, généralement utilisés par le personnel de la coalition conduite par les États-Unis.

Le kamikaze s'est faufilé entre les véhicules avant de provoquer l'explosion, près de la place Tahiri, sur la rive du Tigre opposée à celle où se trouve le QG de la coalition, selon la police.

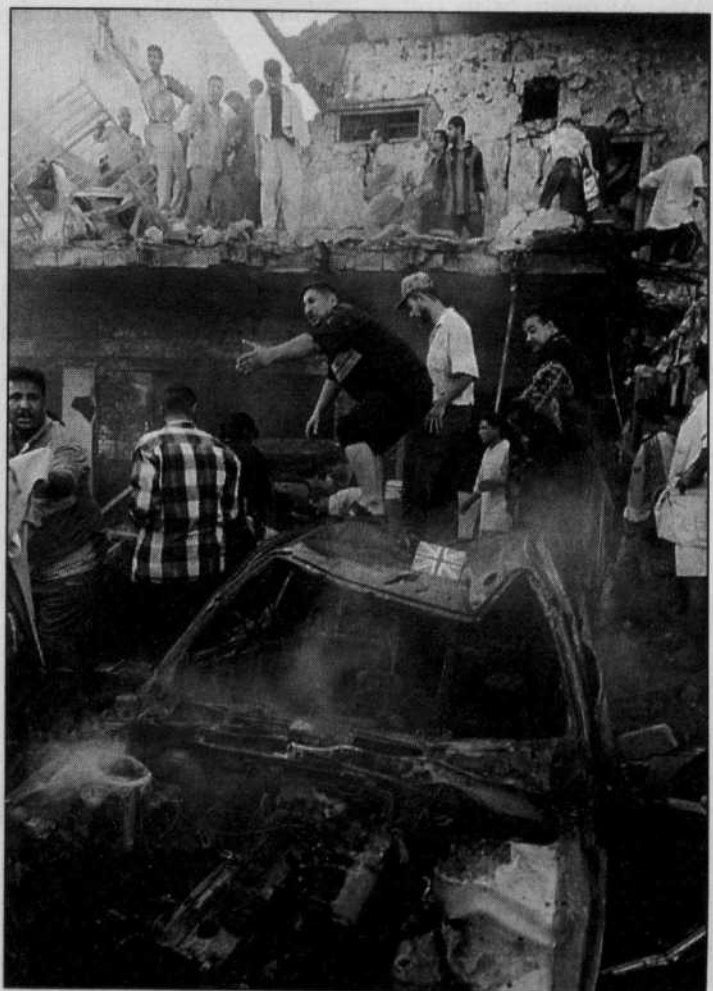
Près de 200 habitants en colère contre l'occupation américaine ont brisé les vitres des véhicules avant de les incendier, alimentant le brasier avec des canettes de bière projetées d'un débit de boissons touché par l'explosion.

Le premier ministre Iyad Al-laoui a promis de prendre des mesures fermes contre les auteurs de ces attaques, alors que le général américain Mark Kimmitt, chef adjoint des opérations militaires de la coalition, a dénoncé un «*autre exemple méprisable des attaques ciblées contre ceux qui aident à la reconstruction*».

Le ministre irakien de l'Intérieur Falah al-Nakib a estimé que les auteurs étaient venus d'un pays non voisin de l'Irak et que la manière dont les attentats sont perpétrés en Irak prouvait «*que le cerveau est le même*». Dimanche, sept Irakiens ont été tués dans un attentat suicide à la voiture piégée près d'une base américaine à Bagdad.

A Ramadi, cinq Irakiens ont été tués et sept blessés dans des heurts entre combattants et soldats américains, a indiqué Salah Ali, un médecin de l'hôpital de la ville. L'armée américaine n'était pas en mesure de confirmer dans l'immédiat ces heurts ni le bilan des victimes.

Un autre civil irakien employé par une compagnie sous contrat



FALEH KHELBER REUTERS

Des secouristes fouillaient les débris de la voiture piégée qui a explosé dans le centre de Bagdad, hier.

avec la coalition a été tué dans une attaque contre un convoi de la coalition à Bagdad.

Samedi, cinq recrues kurdes de la nouvelle armée ont été tuées et leurs corps brûlés par des inconnus dans la région de Taji, au nord de Bagdad, a annoncé hier un responsable de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), Jalal Jawhar, lors de leurs funérailles à Kirkouk (nord).

Pour sa part, l'ambassade de Turquie à Bagdad a indiqué rechercher deux Turcs portés disparus et qui ont été enlevés selon leur employeur, une compagnie de construction. Dans le sud, le ministre britannique de la Défense Geoff Hoon a effectué une visite-surprise destinée selon lui à établir une nouvelle stratégie pour la mission des forces britanniques en Irak, à

l'approche du 30 juin.

Dans le même temps, Londres annonçait que quatre militaires britanniques comparaitraient devant une cour martiale pour mauvais traitements infligés à des prisonniers en Irak, le premier procès de soldats britanniques depuis le début de l'occupation en mars 2003.

Par ailleurs, l'armée américaine a relâché 405 Irakiens détenus dans la prison d'Abou Ghraïb, à l'ouest de Bagdad, et 112 autres devaient suivre aujourd'hui.

Enfin, le porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge, Nada Doumani, a affirmé que l'ancien président Saddam Hussein devait être libéré ou inculpé par la coalition avant le 30 juin.

Agence France-Presse

EN BREF

Des prisons afghanes améliorées

L'armée américaine a commencé à modifier les conditions de détention dans les prisons afghanes, avant même que soit bouclée une enquête portant sur les abus dont y auraient été victimes des détenus, a annoncé hier un porte-parole. Un gradé américain devrait, bientôt, présenter une enquête sur les centres de détention et le traitement des prisonniers en Afghanistan qui sera rendue publique fin juin ou début juillet, a déclaré le général Tucker Mansager. D'anciens détenus, et notamment un ex-policier afghan, ont déclaré avoir été passés à tabac et sexuellement agressés pendant la quarantaine de jours qu'a duré leur détention aux mains des forces américaines. Trois prisonniers au moins ont trouvé la mort en détention. L'organisation Human Rights Watch a qualifié de «*systémiques*» les abus commis sur des détenus en Afghanistan. — Reuters

Un cimetière musulman profané

Plusieurs dizaines de tombes musulmanes ont été couvertes d'inscriptions néo-nazies dans la nuit de dimanche à hier, dans le carré musulman du cimetière de la Meinau, à Strasbourg. Le président français Jacques Chirac a exprimé sa «*consternation*», son «*horreur*» et son «*indignation devant ces actes intolérables*» qu'il a condamnés «*avec la plus grande fermeté*». Dans un message lu à Strasbourg par le ministre de l'Intérieur, Dominique de Villepin, qui s'est rendu sur les lieux de la profanation, Jacques Chirac a assuré «*d'ensemble des familles concernées mais aussi toute la communauté musulmane de France et ses responsables de la pleine solidarité de la Nation*». — Reuters

RDC: le chef putschiste impliqué dans un accrochage

Un affrontement armé a opposé dimanche à Kinshasa les forces congolaises à des assaillants parmi lesquels se trouvait peut-être le major Eric Lenge, auteur d'une apparente tentative de putsch la semaine dernière, a annoncé hier le gouvernement de la République démocratique du Congo. Lenge, qui appartenait à la garde personnelle du président Joseph Kabila, avait brièvement pris le contrôle de la radio d'Etat vendredi en proclamant qu'il tenait les rênes du pouvoir, mais il avait fui la capitale le même jour, selon les autorités. Des responsables ont déclaré ce week-end que Lenge s'était éclipsé au sud-ouest de la capitale, mais le porte-parole du gouvernement a indiqué hier qu'on le soupçonnait d'avoir été impliqué dans un accrochage dimanche à Kinshasa. — Reuters

Maison-Blanche: pas de commentaires

La Maison-Blanche a refusé de confirmer ou d'infirmer hier des informations publiées dans la presse américaine indiquant que le président George W. Bush avait demandé, en marge de sa rencontre avec le pape Jean-Paul II le 4 juin, que le Vatican intervienne auprès des évêques américains en vue de l'élection présidentielle de novembre. Le président Bush et le cardinal secrétaire d'Etat (numéro deux) du Vatican Angelo Sodano «*ont discuté de nombreuses questions préoccupantes communes et leurs positions sont bien connues sur ces sujets*», a indiqué le porte-parole de la Maison-Blanche, Scott McClellan. Selon l'hebdomadaire catholique indépendant, *National Catholic Reporter*, le président Bush a demandé à Sodano d'intervenir auprès des évêques américains pour qu'ils soient plus agressifs sur des questions comme le mariage homosexuel que la Maison-Blanche condamne. Selon l'hebdomadaire, citant des responsables anonymes du Vatican, Bush aurait expliqué à Sodano que «*tous les évêques américains ne sont pas avec moi*». Il aurait demandé l'aide du Vatican sans obtenir de réponse de la part de Mgr Sodano, a indiqué l'hebdomadaire catholique. — AFP

ACTUALITÉS

MULCAIR

SUITE DE LA PAGE 1

«Pour l'eau, a déclaré Thomas Mulcair, il y a un important débat qui doit avoir lieu là-dessus.» Il affirme ne pas partager les craintes de ceux et celles, comme Maud Barlow, du Conseil des Canadiens, qui estiment que les gouvernements vont perdre compétence sur la gestion de leurs ressources hydriques le jour où ils auront créé un précédent en en faisant des marchandises commerciales, conférant alors aux règles du libre-échange préséance sur leurs pouvoirs législatif et réglementaire.

Pour le ministre, l'utilisation des ressources hydriques des régions aux fins de développement économique est essentielle «si on veut occuper notre territoire autrement que par la recherche de ressources primaires, puis [de laisser filer les bénéfices de] leur transformation ailleurs». Cette question, suggère-t-il, pourra être de nouveau débattue dans les forums qu'organise le gouvernement dans les régions. Pour lui, la «gestion de l'eau sur une base régionale» fait partie des débats à faire.

Récemment, Thomas Mulcair déclenchait un tollé en laissant entendre qu'il serait prêt à relancer la filière des petites centrales si les gens des régions acceptaient de céder leurs chutes à des promoteurs car, ajoutait le ministre, il n'appartient pas aux gens du plateau Mont-Royal d'en décider à leur place. Les adversaires de cette logique ont fait valoir qu'il s'agissait de ressources nationales et que toute la collectivité, et non la région fiduciaire, devait statuer sur leur sort.

Mais Thomas Mulcair persiste dans sa logique: «Est-ce que, régionalement, les gens ne pourraient pas, en s'appuyant sur un règlement, aller chercher quelque chose en exploitant la ressource eau d'une manière sécuritaire, d'une manière correcte, d'une manière susceptible d'assurer la qualité et la pérennité de la ressource? Ou est-ce que ce débat est tabou? Moi, je ne fais pas beaucoup dans les tabous!» Le ministre a ensuite abordé de façon plus explicite la question des exportations d'eau en vrac, dont il a ridiculisé les règles actuelles. Il s'est ainsi demandé si c'était «rationnel» de limiter par règlement l'exportation d'eaux embouteillées dans des formats de 20 litres maximum. Quelle logique y a-t-il à autoriser par règlement 500 camions chargés de contenants d'eau de 20 litres et à interdire un seul camion citerne rempli d'eau, sous prétexte qu'il s'agit d'eau en vrac, demande le ministre?

Québec a institué par loi en 1999 un moratoire sur l'exportation d'eau en vrac pour deux raisons. Le gouvernement ne voulait pas que les eaux en vrac deviennent des «marchandises» au sens de l'ALENA pour fermer la porte aux exportations massives d'eau potable par camion, par trains et navires et peut-être même par pipeline. Une fois les eaux en vrac devenues une marchandise, Québec ne pourrait plus faire machine arrière et serait, selon plusieurs juristes, et cela même en période de pénurie, obligé de partager ses ressources hydriques avec les intérêts étrangers. Enfin, Québec a voulu limiter les exportations à des formats commerciaux afin que les exploitants ne puissent siphonner la ressource et la transformer en produit commercial ailleurs.

Pour Thomas Mulcair, le débat sur l'exportation d'eau en vrac doit néanmoins être teinté de prudence. Après avoir répondu à un des participants que l'ALENA ne menaçait pas, à son avis, la compétence des gouvernements sur leurs ressources hydriques, le ministre de l'Environnement reconnaît néanmoins l'existence de certains risques à créer le précédent d'exporter en vrac. «Si une analyse rigoureuse, dit-il, indique qu'on risquerait de se mettre dans une position où on crée le précédent avec toutes les autres règles qui s'ensuivent sur le traitement national, etc., si là, on se rendait compte que ça affecte notre capacité de gérer notre propre ressource, ça ferait partie de notre propre analyse. Mais on ne se mettrait dans une position où on ne pourrait protéger la ressource.»

Pour le ministre Mulcair, l'ALENA a beaucoup d'effets bénéfiques en jetant par terre des barrières qui empêchaient, par exemple, les professionnels d'exercer leur métier partout en Amérique. Les craintes généralement entretenues à l'égard du traité de libre-échange et de ses dispositions environnementales lui apparaissent en général non fondées et il en conclut même qu'il y a eu une «amélioration générale de la situation». Le Québec, dit-il, continuera de profiter de ce forum continental et le fera encore pour se plaindre notamment des émissions polluantes que ses voisins lui envoient par la voie des airs.

Le Devoir

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

SUITE DE LA PAGE 1

M. Duceppe a remis le chef libéral sur la sellette avec le dossier de l'assurance-emploi. La question était simple et directe: «Combien y a-t-il [d'argent] dans la caisse de l'assurance-emploi?» Paul Martin a esquivé, mais M. Duceppe n'a pas lâché, reposant la question trois fois avant de conclure lui-même: «Il ne reste rien.» M. Martin a tenté de rectifier le tir un peu plus tard en promettant d'éliminer la règle qui exige qu'un jeune doive travailler 910 heures avant d'avoir droit à l'assurance-emploi.

Malgré son avance confortable dans les sondages, M. Duceppe a habilement profité de toutes les occasions pour s'en prendre à M. Martin. Les chefs devaient, à tour de rôle, s'affronter face à face, mais le chef bloquiste se servait souvent de ses échanges avec les chefs néo-démocrate et conservateur pour attaquer le chef libéral. Et il pouvait le faire d'autant plus facilement que M. Martin ne pouvait répliquer, ce qui faisait rager ce dernier.

Gilles Duceppe a toutefois été lui aussi interrogé par ses adversaires à cause de son incapacité à former un gouvernement. Le chef conservateur l'a carrément accusé de vouloir maintenir le Québec dans «l'isolement». «A cause de vous, on ne peut pas remplacer ce gouvernement», a-t-il poursuivi.

La réplique de M. Duceppe n'a pas tardé. «Je ne suis pas responsable de votre impuissance, M. Harper. Si vous remettez en question Kyoto et que les Québécois ne veulent pas, c'est pour ça que votre parti ne prend pas au Québec. Si vous remettez en question le droit des femmes à l'avortement, c'est pour ça que votre parti ne plaît pas aux Québécois. Si vous avez des positions rétrogrades sur les droits des gays et lesbiennes, c'est votre problème. Même chose sur Kyoto. Il y a des raisons, et on n'est pas responsables de vos positions.» Fin de l'épisode.

Paul Martin a, pour sa part, concentré ses principales attaques sur Stephen Harper. Il a profité de chaque occasion pour souligner que le Parti conservateur remettrait en question le Protocole de Kyoto, les droits des femmes et des gays et qu'il risquait de ramener le pays vers un déficit avec ses promesses de réductions d'impôts accompagnées de hausses importantes des budgets militaires. Il n'y a que lui qui a souvent relevé l'appui du chef conservateur à une participation du Canada à la guerre en Irak.

Il s'est servi de ce sombre portrait pour inviter les Québécois à réfléchir à ce qu'il adviendrait advenant l'élection d'un gouvernement conservateur le 28 juin prochain. Il a souligné combien son parti se distinguait du PC sur ces questions.

Le thème de la santé a fourni à chaque leader l'occasion de présenter son programme et ses solutions, mais les compressions dans la santé imposées par Paul Martin ont fait de lui une cible pour les autres chefs. Le déséquilibre fiscal a aussitôt refait surface, les trois autres chefs accusant Paul Martin d'avoir créé ce problème.

Paul Martin a refusé d'utiliser l'ex-

SUITE DE LA PAGE 1

Soit, il a eu le dessus sur Stephen Harper, handicapé par son français hésitant, mais il n'a pas réussi à faire passer le chef du Parti conservateur pour le monstre de droite qu'il faut à tout prix empêcher d'arriver au pouvoir.

Ce n'est pourtant pas faute d'avoir essayé. C'est avec la plus parfaite mauvaise foi qu'il a déformé le programme du PC, assimilé à une privatisation pure et simple du système de santé, alors qu'il ne propose rien d'autre qu'un plus grand recours au privé dans un financement strictement public, comme l'a déjà proposé Pierre Pettigrew.

Il a paru un peu décontenancé quand M. Harper lui a lancé que les gens ne voulaient pas de grands changements dans la société, mais simplement un changement de gouvernement. Sur le coup, le premier ministre ne semblait plus trop savoir s'il lui fallait incarner la continuité ou le changement. Que c'est donc compliqué, une campagne...

Duceppe a bien pris soin de ne pas laisser le chef libéral s'approprier la défense des valeurs progressistes. Ce qui ne l'a pas empêché d'attribuer à la dé-

SUITE DE LA PAGE 1

ça n'a rien de nouveau comme expérience: «Écoutez! On est habitués. Au dernier référendum, autour, il y en avait-tu des drapeaux canadiens, tu penses? On était les seuls avec nos drapeaux québécois, avec nos Oui sur le balcon, partout. Le monde passait et disait: "non mais quel fou!"»

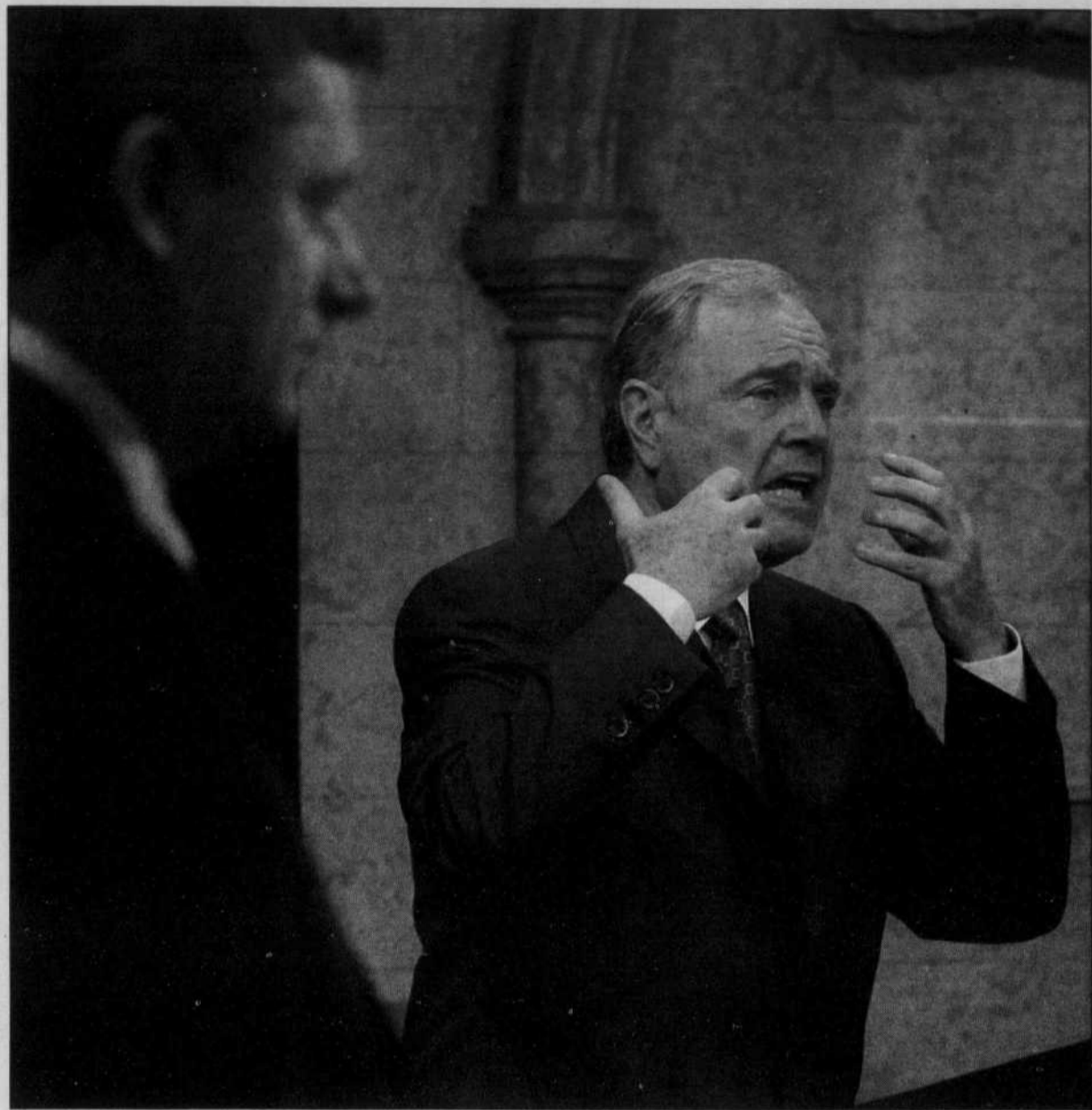
Informé par Le Devoir qu'un grand «love in» anti-défusionniste devrait se tenir au parc Westmount, le 19 juin prochain, Yvon Deschamps s'exclame: «Ils veulent faire comme les anglophones nous ont fait en 1995! Ah, c'est merveilleux! Oui, je vais être là, c'est certain. C'est super! On va aller les aimer.»

Pas un spécialiste

Fusion, défusion: l'humoriste tient à préciser qu'il n'est pas un spécialiste de la chose et concède même ne pas être «certain que les fusions aient été bien faites». Mais maintenant qu'on y est, il se demande pourquoi tout défaire, pourquoi ne pas tenter d'améliorer ce qui existe. «Aimons-nous quand même», en somme.

Que les arrondissements de l'extrême ouest de l'île défusionnent? Il dit comprendre: «C'est sur la même île, mais c'est sur une autre planète. Ils peuvent

DÉBAT



JIM YOUNG REUTERS

Paul Martin s'exprimant au cours du débat d'hier soir sous l'œil du chef conservateur Stephen Harper.

pression, mais a reconnu l'existence de pression financière sur les provinces. Quant aux compressions en matière de santé, il ne s'en est pas excusé. C'était à son tour d'avoir une réponse prête et sentie à servir: «Est-ce qu'il y a eu des coupures dans le budget de 1996? La réponse est oui. On avait les épaules collées au mur, le pays était au bord de la faillite. C'est grâce aux sacrifices que les Canadiens ont faits d'un océan à l'autre qu'on peut investir dans la santé aujourd'hui.»

Étonnamment, aucun des chefs fédéralistes n'a soulevé la question de la souveraineté. En fait, M. Duceppe a pris les devants dès son allocution d'ouverture, courtisant les fédéralistes déçus. Selon le chef bloquiste, cette élection était l'occasion de «critiquer» le bilan des libéraux puisque la souveraineté était uniquement l'affaire du Québec. «J'ai confiance en votre jugement», a-t-il dit aux citoyens.

Evidemment, tous les chefs se sont dits satisfaits de leur performance. M. Martin n'a toutefois pas voulu dire s'il

avait remis sa campagne sur les rails. Il a plutôt affirmé que son objectif était de parler directement aux Québécois et aux francophones hors-Québec et qu'il y était parvenu.

M. Harper, qui visait à se faire connaître, et surtout à donner une image modérée, a gardé son calme toute la soirée, paraissant même serein par moment. Le chef du NPD, pour sa part, ne cessait de sourire et de répéter sa volonté de former une alliance sociale-démocrate, «une alternative positive», à la grandeur du pays.

Pour la première fois depuis longtemps, les francophones pouvaient espérer un vrai débat dans leur langue, les quatre chefs parlant couramment français. Seul francophone du groupe et le seul avec l'expérience de ces débats des chefs, M. Duceppe parlait avec une longueur d'avance.

Cette élection est la première depuis 1993 où deux partis peuvent espérer former le gouvernement. Et comme les probabilités d'un gouvernement minoritaire sont très élevées, le rôle

que joueront les partis incapables de prendre le pouvoir devient crucial.

Le débat d'hier avait aussi la particularité de ne pas être une simple répétition en vue du débat anglais de ce soir. Les enjeux et l'échiquier politique québécois sont différents à bien des égards de ceux du reste du pays. La présence du Bloc change la donne complètement, et la colère des citoyens à l'égard du scandale des commandites est plus accentuée qu'ailleurs.

Le débat d'hier sonnait le début de la dernière ligne droite de cette campagne qui a été marquée jusqu'à présent par la chute des libéraux, la solidification des appuis bloquistes et la remontée spectaculaire des conservateurs en Ontario. Selon le dernier sondage Ekos, le Parti conservateur était en avance au pays (33,8 %) devant le Parti libéral (30 %) et le NPD (18,9 %). Au Québec, un sondage CROP paru le lendemain accordait 44 % au Bloc et 32 % au PLC.

Le Devoir

VIVANT

magogie des libéraux la soudaine irruption de questions comme l'avortement ou les droits des homosexuels dans la campagne.

Rien de ce qui s'est dit hier ne rend impensable un appui du Bloc à un éventuel gouvernement conservateur minoritaire. Soit, M. Harper a dit qu'il ne se laisserait pas dicter sa conduite par un parti séparatiste, mais on ne peut pas dire qu'il ait cherché la chicane.

Quant à Jack Layton, c'est M. Harper qui a probablement le mieux décrit sa performance, en disant qu'il vivait sur une autre planète que les trois autres. Le chef du NPD fait lui aussi de très louables efforts pour parler français, mais on a tout de suite compris qu'il aurait des problèmes quand il a déclaré qu'il fallait «élargir la porte aux conflits d'intérêts». Pour lui, comme pour M. Harper, le vrai débat a lieu ce soir.

Depuis le début de la campagne, on reprochait à M. Martin de ne pas insister suffisamment sur son bilan personnel. Hier soir, il a sauté sur toutes les occasions de commencer une phrase par les mots: «Quand j'étais ministre des Finances...»

Un homme qui se vante de connaître aussi bien les chiffres aurait dû savoir combien il restait d'argent dans la caisse de l'assurance-emploi. Le plus étonnant a

pendant été de l'entendre dire que «la caisse est financée par le gouvernement canadien». De toute évidence, il ne regarde pas souvent ses talons de chèques.

Encore plus surprenant peut-être, le peu de place que la souveraineté a pris dans ce débat. M. Duceppe a déclaré d'entrée de jeu que ce n'était pas l'enjeu de l'élection, et tout le monde s'est contenté de cette mise au point. Pas un mot sur la première période. Lui-même ne devait pas en revenir.

Dans les circonstances, on aurait pu s'attendre à ce que M. Martin tente un coup d'éclat en faisant une ouverture sur le déséquilibre fiscal. Même pas. Le premier ministre est toujours vivant, mais il faudrait maintenant un miracle.

Les amateurs de boxe ont été nettement mieux servis par le face-à-face à TQS entre le maire Tremblay et l'ex-maire de Westmount, Peter Trent. Ce pauvre M. Trent aurait peut-être dû réclamer un test anti-dopage, tellement son adversaire débordait d'énergie. Sa tirade sur les riches cols bleus de Westmount était tout simplement imparable. Pour M. Tremblay, cela ressemble malheureusement à un sursis. Dommage.

mdavid@ledevoir.com

DESCHAMPS

bien se séparer eux autres!» Mais pour les autres arrondissements tels que Westmount, «qui sont imbriqués dans la ville, ça n'a pas de bon sens!», affirme-t-il. Il croit même que le gouvernement «n'aurait même pas dû leur donner la possibilité de défusionner». Perte de temps, perte d'argent. Mais en plus: «S'ils réussissent à se séparer, eux autres, en moins de deux ans, alors que, nous autres, on essaie depuis 30 ans, on va avoir l'air épais en maudit», lance-t-il en éclatant de rire de nouveau.

La comparaison avec la souveraineté du Québec, il la trouve bien drôle et très instructive. Il dit espérer que les Québécois étudieront le comportement des gens de Westmount «avec attention» et qu'il vont «prendre exemple». «J'espère qu'ils vont conclure que c'est pas important si le reste du Canada veut ou pas. On devrait avoir le courage que nos amis anglophones ont.»

Mais l'humoriste serait-il redevenu souverainiste? En effet, certaines de ses récentes déclarations laissent penser qu'il avait rompu avec son rêve d'antan. Pierre Falardeau, par exemple, le lui a reproché dans un texte récent. Ce qui n'impressionne pas Yvon Deschamps, qui lance de façon cinglante que le blâme vient d'une personne «bornée comme ça n'a pas de bon sang». Non, Yvon Deschamps dit qu'il a été mal

compris. Il souhaitait simplement qu'on prenne acte d'un fait: les États, dans la mondialisation contemporaine, ont moins de poids qu'avant. Il insiste: «La notion de pays semble être dépassée, voilà ce que j'ai dit. Et je persiste. Mais il y en a encore des pays! Et tant qu'il y en aura, moi, je vais rester souverainiste et je vais vouloir le mien aussi.»

Arrondissement fort

Dans ce contexte où les États sont moins forts, les grandes villes fusionnées peuvent avoir un avantage, fait-il valoir. Et les villes qui défusionneront? Il ne comprend pas: «C'est-tu si important que ça, quelle administration ramasse tes vidanges?», blague-t-il avant de nuancer: «Bon, OK, je le sais que ce n'est pas facile d'administrer une ville.» Yvon Deschamps souligne une chose: de toute façon, dans Montréal, «les arrondissements qui étaient des villes ont pas mal obtenu tout ce qu'ils voulaient en termes de décentralisation. Ils ont leur mot à dire». Mais ça ne leur suffit pas, fait remarquer Yvon Deschamps qui conclut: «Au fond, ce n'est pas un Westmount indépendant dans un Montréal fort qu'ils veulent, c'est un Westmount indépendant coûte que coûte.»

Le Devoir